

PENSER ET AGIR POUR LE DROIT DES GENS EST POSSIBLE :

Nous vous invitons à une rencontre autour de prises de positions et de propositions qui seront faites par plusieurs personnes sur cette question.

<p>Vendredi 17 Juin, à 17h30, dans les locaux de TO7 4, bis cheminement Cambert - Métro Reynerie</p>

1°) La loi El Khomri est une pièce importante, et néfaste, d'un processus engagé depuis plusieurs années **pour détruire toute idée positive du droit des gens**. Gouvernement après gouvernement, loi après loi, attaque après attaque, l'Etat veut faire de tout ce qui concerne les droits pour tous une coquille vide.

C'est un processus qui met en tension, qui cherche à diviser, à catégoriser et à « mettre en cases » les habitants du pays. ***C'est une politique où la guerre prend une part essentielle et donne le ton du rapport de l'Etat, des gouvernements, aux gens.***

2°) S'affronter à ces lois et mesures, c'est s'affronter à ce nouveau type d'Etat, qui se pense sans limites et se veut séparé des gens. Faire face ne passe pas par des élections ou par des appels lyriques à l'insurrection, mais par la mise en place, patiemment et durablement, d'une capacité des gens eux-mêmes à dire ce qu'ils veulent pour tous, à le présenter et à le faire vivre comme possible pour ici et maintenant. C'est l'essentiel de notre proposition.

3°) Lors de la rencontre du 17 Juin, plusieurs points précis concernant le droit des gens seront abordés :

- A propos des contrats de travail, CDD/CDI : il y a de plus en plus de CDI à temps partiel (15/20h par semaine) et de gens qu'on qualifie de « travailleurs pauvres ». Où en sont leurs droits aujourd'hui ? Que vise la loi El Khomri si ce n'est de mettre encore plus de gens dans ces conditions ? Parler du statut juridique des contrats de travail n'est pas suffisant.
- Le rapport de Pôle Emploi aux gens qui cherchent du travail doit changer : le mépris, le chantage, la culpabilisation doivent cesser.
- Des gens, enseignants ou parents, affirment leur détermination à « *ne pas abandonner les enfants* », qu'entendent-ils par là ?
- Le refus d'accueillir des réfugiés et le marchandage avec la Turquie qui les met au même niveau qu'un troc de marchandises est sordide ; laisser les réfugiés se noyer en mer, le refus de les accueillir convenablement et la persécution constante des Roms sont inadmissibles et significatifs d'une situation de guerre intérieure qui ne dit pas son nom. Aborder ce point comme une question vitale ***relevant du droit et du respect de chacun*** participe de rendre possible une politique de paix.
- La précarisation de nombreux ouvriers et de leurs familles par des titres de séjour provisoires de un an, ou par le refus de délivrer des titres de séjour à des gens qui vivent ici, est de longue date un point de non-droit. L'état s'en sert comme « test » de sa capacité à diviser les habitants, et pour mesurer jusqu'où il peut aller pour instaurer une situation de non-droits généralisée.

Nous n'abordons pas ces points dans une optique de « convergence des luttes », un catalogue de revendications, mais comme points de départ de ce que des gens sont capables de dire, d'affirmer, de penser dans certaines situations, qui toutes ont à voir avec la question du droit pour tous. Nous travaillerons ensemble à définir ce que nous voulons, et ce que nous pouvons prescrire.

Ceux qui veulent le pays pour tous